

COMMUNIQUÉ DE PRESSE – LUNDI 2 FÉVRIER 2026

Des artistes sénégalais appellent le président Bassirou Diomaye Faye à sanctionner Israël pour le génocide à Gaza

Germaine Acogny, Ken Bugul, Mati Diop et Alain Gomis font partie des plus de 100 artistes sénégalais qui demandent au président : « Quel rôle votre gouvernement jouera-t-il pour sauver le droit international des décombres de Gaza ? »

Des cinéastes et des écrivains de renom font partie de la centaine d'acteurs culturels sénégalais qui appellent le président Bassirou Diomaye Faye à se joindre aux autres dirigeants mondiaux pour sanctionner Israël pour « l'horreur qui se déroule à Gaza ». Dans une [lettre](#) publiée aujourd'hui par African Artists Against Apartheid - Sénégal, les cinéastes primés Mati Diop et Alain Gomis, la danseuse et chorégraphe pionnière Germaine Acogny et l'écrivaine de renom Ken Bugul déclarent : « Le peuple sénégalais attend des mesures concrètes ».

Le Sénégal est membre du [Groupe de La Haye](#), un bloc mondial d'États qui s'est formé il y a un an pour prendre des « mesures juridiques et diplomatiques coordonnées » contre Israël. Pour marquer sa création, les dirigeants de l'Afrique du Sud, de la Malaisie et de la Colombie ont publié une [déclaration commune](#) dans laquelle ils affirment : « Soit nous agissons ensemble pour faire respecter le droit international, soit nous risquons son effondrement. Nous choisissons d'agir, non seulement pour le peuple de Gaza, mais aussi pour l'avenir d'un monde où la justice prévaut sur l'impunité ».

Les signataires de la déclaration d'aujourd'hui, parmi lesquels, le cinéaste Pape Badara Seck, la comédienne Josephine Mboup, le critique de cinéma Baba Diop et la commissaire d'exposition Salimata Diop, affirment que « les auteurs du génocide perpétré par Israël – tel que reconnu par l'ONU – continuent de bénéficier d'une impunité totale qui leur permet de poursuivre leurs massacres, leur occupation illégale et leur régime d'apartheid ».

Ils appellent le président Bassirou Diomaye Faye à mettre fin aux relations diplomatiques et économiques avec Israël et à empêcher les transferts de matériel militaire vers Israël via les eaux territoriales et les ports du Sénégal.

En juillet dernier, plusieurs États, dont l'Afrique du Sud et la Namibie, ont annoncé lors de la conférence du Groupe de La Haye à Bogota qu'ils mettraient en œuvre une série de sanctions contre Israël. Le Sénégal ne figurait pas parmi les États ayant rejoint cette initiative. La lettre d'aujourd'hui appelle le président Bassirou Diomaye Faye à « participer pleinement au Groupe de La Haye et à mobiliser les États africains pour qu'ils y adhèrent », ainsi qu'à « veiller à ce qu'Israël ne retrouve pas son statut d'observateur auprès de l'Union africaine ». Israël a été suspendu de l'Union africaine en 2023.

L'un des signataires de la lettre, l'écrivain, chercheuse et artiste Tabara Korka Ndiaye, a ajouté : « En Palestine, les femmes sont spécifiquement prises pour cible en raison de leur capacité à donner la vie. On parle d'un fémi-génocide, car la vie, le corps et l'esprit des femmes et des filles sont intentionnellement détruits parce qu'elles sont palestiniennes et femmes. Au Sénégal, l'année a commencé avec le premier féminicide le 3 janvier, alors que nous attendons toujours que justice soit rendue pour les 18 féminicides connus en 2025. Pour moi, il s'agit de la même violence systématique qui tente de créer une hiérarchie entre les êtres humains. Nous devons refuser la déshumanisation par tous les moyens ! »

En 2018, Dakar a été choisie par le Comité international olympique pour accueillir les prochains Jeux olympiques d'été de la jeunesse, faisant du Sénégal le premier État africain à le faire. Les artistes appellent le président à « soutenir les efforts internationaux croissants visant à bannir Israël, coupable de génocide, du monde du sport », y compris des jeux de cette année à Dakar. Ils ajoutent : « C'est dans les moments de crise que les nations forgent leur grandeur. L'Afrique, qui a connu l'esclavage, le colonialisme et l'apartheid, doit dire non à l'injustice et à l'oppression... Monsieur le Président, quel rôle votre gouvernement jouera-t-il pour sauver le droit international des décombres de Gaza.

Lire la lettre dans son intégralité [ici](#).

Pour toute autre question: aaaasenegal@pm.me